

Patrick BONNET
11 rue de la République
57380 Faulquemont

Faulquemont, le 12 janvier 2019

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Je reviens une nouvelle fois vers vous, suite à notre premier envoi datant du 26 décembre 2018. Je vous avais écrit en tant que rapporteur d'une rencontre entre des Gilets Jaunes venus de plusieurs "Ronds-points" du département de la Moselle.

Depuis l'envoi de ce courrier, plusieurs sections à qui une copie avait été adressée via les réseaux sociaux se sont déclarées intéressées pour en connaître la réponse que nous étions en droit d'attendre de vous. N'est-ce pas vous, monsieur le Président de la République, qui regrettiez notre supposée désorganisation et l'absence de personne avec qui parler ? Vous semblez ignorer la tenue de nombreuses réunions entre Gilets Jaunes au cours desquelles chacun peut s'exprimer, dire son mal-être et où il est rappelé le refus de la violence.

Au courrier précédent, nous avons joint une liste de revendications. L'avez-vous jugée disproportionnée ce qui aurait motivé votre absence de réponse ?

Nous vous écrivions que le Peuple de France était en colère, qu'il n'avait plus confiance, qu'il voulait être acteur de sa vie, qu'il ne voulait plus être mis à l'écart des décisions politiques, qu'il ne voulait plus attendre.

Nous vous écrivions également que nous n'avions plus confiance dans les élus, que nous avons continué à débattre entre nous, à nous regrouper, à réfléchir aux réformes qu'il faudrait faire. Souvenez-vous de vos propos « *on ne peut réformer qu'avec le peuple* ». Si le cahier de doléances était une idée à soutenir, aujourd'hui il est devenu une usine à gaz. Plutôt que le confier aux mains d'élus, d'institutions, pourquoi ne pas le confier à un collège composé de citoyens lambda et/ou issus des Gilets jaunes, des Blouses Blanches, des Stylos Rouges... lors de permanence dans des lieux neutres.

Vos ministres s'expriment dans différents médias, souvent leurs propos contredisent les propos de celui qui les a prononcés avant lui. Et nous, le Peuple de France nous entendons cette cacophonie.

Au cours de nos rencontres, inspirés d'une théorie chère à vos yeux, nous avons réfléchi sur le ruissellement, mais un ruissellement différent qui pourrait être tout aussi efficace.

Afin que nous nous comprenions bien, voici résumée cette théorie : « *La théorie du ruissellement est une théorie politique sur l'économie selon laquelle les revenus des individus les plus riches sont réinjectés dans l'économie, soit par le biais de leur consommation, soit par celui de l'investissement contribuant ainsi, directement ou indirectement, à l'activité économique générale et à l'emploi dans le reste de la société* ».

Cette théorie est avancée pour défendre l'idée que les réductions d'impôt y compris pour les hauts revenus ont un effet bénéfique pour l'économie globale. L'image utilisée est celle des cours d'eau qui ne s'accumulent pas au sommet d'une montagne mais ruissellent vers la base.

Aussi, nous vous savons attaché au refus du retour de l'Impôt Sur la Fortune (ISF), pourtant ajouter cette mesure à celles proposées ci-après ferait, d'après nos sondages, retomber quelque peu la colère. Voici donc, les mesures à prendre dans l'urgence que nous vous proposons :

- Diminution du nombre de députés, de leurs revenus, de leurs indemnités, de leurs avantages ;
- Suppression des avantages accordés à la Première dame ;
- Suppression du sénat ;
- Suppression des avantages accordés aux élus lorsqu'ils ne sont plus en fonction ;
- Contrôle des dépenses de l'Elysée, des ministères, de toutes les administrations de l'Etat, des subventions ;
- Réduction des commissions nationales ;
- Taxation des GAFA ;
- Taxation du carburant des avions et des bateaux

Bien entendu, ces suggestions ne sont pas exhaustives, mais si ces quelques mesures étaient appliquées dans l'urgence, alors **par un effet de ruissellement vous pourriez, dans un premier temps :**

- Indexer les salaires sur le coût de la vie ;
- Revalorisation des retraites ;
- Augmenter le SMIC,
- Redonner le goût au travail, etc ...

Bien évidemment, monsieur le Président la liste de nos autres revendications reste toujours d'actualité. Rendues prioritaires et appliquées au plus tôt, ces mesures proposées permettraient d'envisager un retour à la normale s'ouvrant sur le dialogue qui jusqu'ici a fait défaut et de poursuivre la mise en place de nos autres doléances.

Les Gilets Jaunes demandent à être écoutés, à être entendus. Cessez d'opposer les classes entre elles, selon que l'on gagne 2000€ (*Retraités percevant moins de 2000€ = suppression de la hausse de la CSG*) ou 2500€ (*maintien de la taxe d'habitation pour ceux dont le salaire serait supérieur à ce montant*). Descendez de votre trône, et vous verrez que ces montants ne sont rien au regard des salaires, indemnités et autres avantages perçus parmi ceux sur lesquels nous souhaiterions voir appliquer la théorie de ruissellement.

Ecoutez-nous, entendez-nous, monsieur le Président de la République, les Gilets Jaunes aspirent aussi à un retour dans leurs foyers. Mais ce ne doit plus être jamais comme avant. Entendez-le.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération